

A quelques semaines des élections européennes de juin 2009, le débat démocratique semble, une fois de plus, détourné par des polémiques récurrentes : l'Europe coûte cher, l'Europe est technocratique, l'Europe n'a pas de frontières, etc. C'est pour recentrer le débat sur les vraies questions, que l'auteur tente de démontrer, de manière concise et accessible, que ces craintes sont infondées et qu'elles relèvent souvent du mythe.

En s'appuyant sur son expérience et sur les rencontres marquantes de sa vie, Pierre Lequiller propose une réflexion personnelle sur les enjeux de cette campagne. En filigrane, c'est la vision d'un Européen convaincu et engagé que l'auteur propose à la discussion : celle d'une Europe politique, qui prend son destin en main.

Pierre Lequiller, député des Yvelines, préside la Commission chargée des Affaires européennes à l'Assemblée nationale.



**FONDATION ROBERT
SCHUMAN**

10 €
ISBN 978-2-917433-06-5
mai 2009

DÉBAT

NOTES DE LA FONDATION ROBERT SCHUMAN ■ MYTHES ET RÉALITÉS EN CAMPAGNE EUROPÉENNE

**SÉRIE
CONTRIBUTION
AU DÉBAT**



**MYTHES ET RÉALITÉS EN
CAMPAGNE EUROPÉENNE**

Pierre Lequiller

46

**FONDATION ROBERT
SCHUMAN**

www.robert-schuman.eu

**MYTHES ET RÉALITÉS
EN CAMPAGNE EUROPÉENNE**

par Pierre LEQUILLER

Député des Yvelines
Président de la Commission chargée des Affaires européennes
à l'Assemblée nationale

sommaire

Avant propos.....	4
1^{er} mythe :	
l'Europe est technocratique	8
2^{ème} mythe :	
l'Europe n'est pas démocratique	14
3^{ème} mythe :	
l'Europe est libérale, elle est le cheval de Troie de la mondialisation	24
4^{ème} mythe :	
l'Europe coûte cher	30
5^{ème} mythe :	
l'Europe n'a pas de frontières	36
6^{ème} mythe :	
l'Europe ne s'occupe pas de notre quotidien	42
7^{ème} mythe :	
l'Europe n'a pas d'identité	50
8^{ème} mythe :	
les élections européennes sont une élection secondaire et défouloir	58
9^{ème} mythe :	
l'Europe politique n'est pas possible.....	62
Conclusion.....	70

Avant propos

1979-2009 : trente ans cette année que le Parlement européen est élu au suffrage universel direct. Je crains pourtant que les citoyens européens, et parmi eux les Français, soient tentés une fois de plus par le mal récurrent d'une forte abstention.

Alors que la campagne pour les élections européennes va entrer dans sa dernière ligne droite, le débat politique sur l'Europe revient - timidement - sur le devant de la scène. Et avec lui son cortège de détracteurs, qui fourbissent leurs armes dans une élection qui constitue souvent pour les partis extrémistes un exutoire, et une occasion de se refaire politiquement. L'Histoire se répète : j'entends monter les attaques, une rumeur qui s'assourdit et qui envahit chaque jour davantage l'espace du débat démocratique. « *Europe libérale* », « *Europe technocrate* », « *Europe inutile, qui ponctionne l'argent des citoyens en temps de crise* », « *Europe déconnectée du quotidien* ». Quel sera notre nouveau « Bolkestein »⁽¹⁾ ?

Cette année encore, le débat risque d'être confisqué par les eurosceptiques, de se

concentrer sur des arguments parfaitement étrangers aux objectifs de ces élections, d'être détourné par des problématiques qui tiennent davantage de l'imagination et de la peur.

J'entends aussi certains partis qui veulent centrer le débat sur les questions nationales, et faire de cette échéance cruciale un référendum sur la politique du Gouvernement. C'est le cas typique de François Bayrou qui, à un mois des élections européennes, sort un pamphlet contre le Président de la République française, Nicolas Sarkozy : mais pas un mot sur l'Europe ! Quant à Martine Aubry, elle porte des attaques violentes contre Nicolas Sarkozy et le Premier ministre français, François Fillon, qui ne couvrent pas le concert de voix discordantes sur l'Europe dans son propre parti. Elle mène une course à l'échalote à la fois avec François Bayrou et Olivier Besancenot ce qui est compliqué. En fait, et pour l'un, et pour l'autre, l'obsession n'est pas l'échéance européenne, mais la prochaine élection présidentielle de 2012 ! Pourtant, l'Histoire a montré que ceux qui tentent de faire des scrutins européens un tremplin pour leur carrière, connaissent par la suite des déconvenues spectaculaires : Philippe de Villiers, avec Charles Pasqua aux élections européennes de 1994, obtint 12,34% des suffrages, devant la liste Sarkozy-Madelin. Cela ne l'a pas empêché de culminer à 4,7% lors de l'élection présidentielle un an plus tard ! De même, qui se souvient que Laurent Fabius, qui avait prôné le « non » au référendum de 2005, n'est même pas arrivé en deuxième place lors des primaires socialistes en vue de l'élection présidentielle de 2007 ?

⁽¹⁾ En 2005, la fameuse proposition de directive « services » avait servi d'épouvantail pour les partisans du « non » au référendum sur la Constitution en mai 2005. Son sort n'avait pourtant rien à voir avec l'enjeu du scrutin !

Avant propos

Ma foi européenne me pousse à réagir pour ne pas laisser le débat démocratique abandonné à des idées reçues, des mythes. Les citoyens européens méritent un débat de qualité. Ils doivent pouvoir voter en ayant toutes les cartes en main. Par ce petit ouvrage, je me propose modestement de répondre aux préjugés les plus coriaces sur l'Europe. J'ai choisi une sorte de « best of » des arguments de la prose anti-européenne. Chacun les a déjà entendus, les a même peut-être prononcés ! Beaucoup d'entre nous y ont sûrement été confrontés. Beaucoup aussi n'ont pas dû savoir que répondre, face à des attaques qui tiennent souvent de la discussion de comptoir. Mais chacun peut se rendre compte que ce sont souvent les développements les plus simplistes qui résistent le mieux à une argumentation raisonnée.

Il est vrai que l'Europe paraît parfois complexe. Je peux le vérifier tous les jours, en tant que Président de la Commission des Affaires européennes à l'Assemblée nationale. Je n'ai pas voulu ici donner un cours sur l'Europe. Mais en m'appuyant sur mon expérience, sur les rencontres marquantes de ma vie, je veux rétablir quelques vérités, livrer quelques munitions aux partisans de l'Europe, et lancer une invitation au débat à ceux, nombreux, qui expriment leurs craintes, leurs doutes, leur défiance envers une Europe qui leur semble lointaine.

Cette campagne voit déjà ressurgir les travers habituels de ce type de scrutin. C'est bien pour cela que j'ai ressenti le besoin urgent d'écrire cette « note de la Fondation Robert Schuman ».

Je souhaite qu'elle fasse réagir ses lecteurs, car j'en suis convaincu, c'est dans la confrontation des idées, fût-elle animée, que l'Europe prend ses racines.

1^{er} mythe : l'Europe est technocratique

Au Panthéon des idées reçues, celle-ci s'est bâti une place de choix. Combien de fois ai-je entendu cette antienne, cuisinée à toutes les sauces de la mauvaise foi : « *l'Europe des technocrates* », « *des bureaucrates bruxellois, déconnectés des spécificités de chaque pays, et qui ne sont pas élus démocratiquement* », selon certains adversaires de l'Europe.

Or les « technocrates bruxellois » ne viennent pas d'une autre planète, ni même d'un autre continent, mais bien de chez nous, de chez vous et, n'en déplaise à certains, rentrent dans leurs pays par les mêmes routes que tout le monde, pleinement conscients des spécificités de leurs lieux d'origine !

Qui décide à Bruxelles ? Non pas des robots en cravate tout droit sortis d'un roman de George Orwell, mais bien des politiques : nos ministres nationaux, réunis au Conseil des ministres de l'Union européenne ; les députés européens démocratiquement élus ; et la

Commission européenne, composée exclusivement, non pas de technocrates, mais d'hommes et de femmes politiques ! Tous les Commissaires européens ont eu des responsabilités politiques dans leurs pays d'origine ! A commencer par le premier d'entre eux, José Manuel Barroso, qui fut élu à six reprises député, avant de devenir Premier ministre portugais.

D'autres exemples ? Charité bien ordonnée... Commençons par le Français, Jacques Barrot ! Vice-président de la Commission, chargé du volet Justice, Liberté et Sécurité, il a été élu député national de 1967 à 2004, et il a été cinq fois ministre ! La Suédoise Margot Wallström, Vice-présidente de la Commission, chargée des relations institutionnelles et de la stratégie de la communication, élue députée de 1979 à 1985 et trois fois ministre ! L'Allemand Günter Verheugen, Vice-président de la Commission, chargé des entreprises et de l'industrie : élu député au Bundestag pendant quinze ans, et ministre d'Etat, chargé des Affaires étrangères de 1998 à 1999. L'Espagnol Joaquin Almunia chargé des Affaires économiques et monétaires, a été élu député aux Cortes de 1979 à 2004, et il a été nommé deux fois ministre ! Le Belge Louis Michel, chargé du Développement et de l'Aide humanitaire : député au Parlement fédéral, puis sénateur, et trois fois ministre ! La Néerlandaise Neelie Kroes, chargée du poste très sensible de la concurrence, a été élue députée de 1971 à 1977, et ministre des transports, des travaux publics et des télécommunications. La liste est longue et je n'évoque même pas la composition des précédentes Commissions.

1^{er} mythe : l'Europe est technocratique

De même, les députés européens sont bien élus par les citoyens de leurs pays et le Conseil réunit autour d'une même table des ministres nationaux, qui défendent souvent bec et ongles les positions de leurs pays respectifs ! Ce sont bien nos femmes et nos hommes politiques qui décident ! Et la France, un des pays fondateurs du marché commun, deuxième puissance en Europe après l'Allemagne, sait, sur tous les sujets, trouver les alliés nécessaires pour faire valoir son point de vue. C'est tellement vrai, que depuis la création de l'Europe, la France n'a été battue que sur une seule décision : elle portait sur l'heure d'été !

L'Europe ne devient technocratique que si les politiques ne s'en mêlent pas, s'ils n'y travaillent pas assez !

Si l'Europe n'est pas assez politique, ce n'est pas de la faute de « Bruxelles », c'est parfois de la faute des gouvernements ! La pratique est corrigée depuis quelques années, mais par le passé, combien de ministres se sont fait représenter lors du Conseil à Bruxelles, préférant consacrer leur temps à l'actualité nationale ? Que les politiques ne prennent pas cet air effarouché, quand ils ont, de leur propre initiative, abandonné leur terrain à un suppléant - certes qualifié, mais dépourvu de toute légitimité démocratique et de tout poids politique – au cours de ces âpres négociations, qui nécessitent toute la force de conviction du politique.

Je me souviens d'avoir assisté à une séance de l'Assemblée nationale, où l'ancien ministre de l'Agriculture, Jean Glavany, accablait « Bruxelles » de tous les maux, ruant contre des textes qu'il avait

lui-même votés en Conseil des ministres de l'Union européenne ! C'est une drôle de tradition politique en France, que de voter dans la concorde des dispositions à Bruxelles, pour les renier une fois la frontière repassée. Le double jeu de certains responsables politiques contribue ainsi à véhiculer une image négative de l'Europe.

Les absents ont toujours tort : c'est bien pour faire mentir ce proverbe que pendant sa présidence de l'Union européenne, Nicolas Sarkozy a imposé à ses ministres un devoir de présence lors des sessions des Conseils des ministres. Le succès de la présidence française doit sans doute beaucoup à cette implication des politiques.

Il faut démonter un autre tabou : la Commission européenne n'impose rien. Aucune directive n'a jamais été imposée par la Commission aux Etats membres, n'en déplaît à Messieurs de Villiers et Ganley. Elle a un pouvoir d'initiative sur les futures lois européennes. Aux politiques de prendre le pouvoir par la suite ! Au Parlement européen, au Conseil, d'exercer le mandat qui leur a été confié !

Néanmoins, les avancées sont indéniables depuis plusieurs années, et les politiques prennent davantage la mesure du pouvoir qui est le leur. Voilà un domaine où l'Europe doit continuer à s'améliorer.

L'Europe, c'est beaucoup plus simple qu'on le pense : la Commission propose, le Parlement amende, et le Conseil des ministres dispose⁽²⁾ ! Pour plusieurs compétences, il faut même que le Parlement et le Conseil tombent d'accord

(2) A l'exception, il est vrai, de la politique de concurrence, et de la politique commerciale, sur lesquelles la Commission exerce un véritable pouvoir.

1

1^{er} mythe : l'Europe est technocratique

pour qu'une loi soit adoptée. Cette procédure de codécision est appelée à prendre de plus en plus d'ampleur, notamment avec le traité de Lisbonne. Cessons d'accuser « Bruxelles », comme si « Bruxelles », ce n'était pas nous.

Le poids des « technocrates » à Bruxelles et à Strasbourg tient donc davantage du mythe que de la réalité. La responsabilité relève pleinement des politiques : à eux de l'assumer !

2ème mythe : l'Europe n'est pas démocratique

C'est là un des reproches les plus couramment formulés, un des plus ignorants de la réalité aussi.

Imaginez un pays, dont le Premier ministre est choisi en fonction de la composition politique de son Parlement. Rien de révolutionnaire, j'en conviens. Imaginez cependant, qu'une fois ce Premier ministre choisi, chacun de ses ministres, avant de prendre ses fonctions, soit auditionné par les parlementaires membres des commissions spécialisées du Parlement, afin de juger de sa compétence, de ses convictions, de son projet... Imaginez qu'il puisse être révoqué, avant même d'avoir franchi le seuil de son ministère. Imaginez un pays, dont le Parlement réuni, ferait démissionner un gouvernement jugé incompetent⁽³⁾.

C'est pourtant ce qui se passe dans l'Union européenne. Après les élections européennes de 2004, le Président de la Commission, José Manuel Barroso, a été confirmé par un vote du Parlement européen. Chacun de ses Commissaires a passé un « examen » devant chacune des commissions spécialisées du Parlement européen, et certaines d'entre elles ont récusé des candidats proposés.

⁽³⁾ Cette possibilité existe en France, avec la question de confiance.

Ainsi l'Italien Rocco Buttiglione a été refusé en raison de ses positions homophobes. La Lettone Ingrida Udre a dû faire ses bagages pour manque de conviction européenne, et le Hongrois Laszlo Kovacs a dû changer d'affectation pour manque de compétence en la matière.

Je me souviens de l'anxiété de Jacques Barrot avant son « grand oral » qu'il a passé brillamment. Il s'est d'ailleurs révélé un excellent Commissaire aux Transports, puis à la Justice. Et se souvient-on de la démission de l'ensemble de la Commission Santer en 1999, devant la simple menace d'une motion de censure du Parlement Européen ?

L'Europe est, par certains aspects, plus démocratique que certains de ses Etats membres ! Elle est démocratique, mais différemment de chez nous. L'art de la démocratie y est plus intelligemment exercé, parce qu'il est fondé sur le dialogue entre forces opposées.

Contrairement à chez nous, aucune décision n'est prise sans l'accord de la droite et de la gauche, parce que ni la droite (le Parti Populaire Européen), ni la gauche (le Parti Socialiste Européen), n'y ont la majorité absolue. Ce fonctionnement rend la discussion obligatoire, le compromis inévitable. Imposer son point de vue par sa seule force politique ? Impossible ! C'est tellement vrai que droite et gauche se partagent à égalité le mandat de cinq ans du Président du Parlement européen.

Ce système, que je considère comme une forme de « démocratie avancée », nous permet de progresser ensemble, que ce soit sur la directive

2

2^{ème} mythe : l'Europe n'est pas démocratique

« services » ou sur un nombre incalculable d'autres textes, votés aussi bien par la droite que par la gauche au niveau européen.

Aussi, certains partis français feraient bien de s'en inspirer, avant de critiquer des orientations que leur propre formation politique au Parlement européen a votées des deux mains. Je pense, par exemple, au Parti socialiste, qui n'a de cesse de s'opposer à la politique de l'immigration en France, quand le Parti Socialiste Européen s'est prononcé en faveur du pacte européen de l'immigration et de l'asile que tous les gouvernements d'Europe, même socialistes, ont approuvé ! Seul le Parti socialiste français a voté, par idéologie, contre la directive sur la libéralisation des services, alors même que le rapporteur sur ce projet était une députée socialiste allemande, et que le reste du Parti Socialiste Européen a voté pour.

Cette « démocratie avancée », je la vois aussi quand je compare le fonctionnement de l'Europe avec celui d'autres grandes démocraties. Jugez-en par vous-même : imaginez un pays, dont le Président perd les élections intermédiaires, dont la majorité bascule au Parlement, et qui décide, le lendemain de sa défaite, de renforcer le contingent militaire dans une guerre à laquelle s'oppose la nouvelle majorité... S'agit-il d'une obscure dictature, d'un régime totalitaire ? Il n'en est rien. Je fais ici allusion aux Etats-Unis, où le Président Bush a envoyé, le lendemain du basculement de la chambre des députés en 2006, 17 000 hommes de plus en Irak, contre l'avis de la nouvelle majorité démocrate !

Un tel comportement serait impossible en Europe. Un tel déni de la volonté du peuple n'est

pas envisageable dans cette démocratie avancée, à laquelle je suis fier d'appartenir. Je me demande même si nous, Européens, ne sommes pas en train d'inventer, empiriquement, le modèle démocratique du 21^{ème} siècle. Ce système original est certes laborieux, les décisions sont longues et difficiles à arrêter ; mais n'est-il pas en définitive un modèle plus efficace et plus démocratique que dans bien des Etats « développés » de nos jours ?

Prenons le cas de l'offensive russe en Géorgie, en août 2008 : pour mettre un terme à ce conflit, le président du Conseil de l'Union en exercice, Nicolas Sarkozy, a su trouver un compromis entre des conceptions différentes de sortie de crise défendues par les Etats membres européens. Parce qu'elle dépend de ses approvisionnements en gaz, l'Italie voulait ménager la Russie, tandis que les pays baltes et ceux de l'ancien bloc soviétique appelaient à des sanctions contre leur ancien dominateur.

Qu'a fait Nicolas Sarkozy ? Il a consulté, il a négocié, et il n'a pris l'avion pour Moscou et Tbilissi qu'avec une feuille de route ferme à l'égard de la Russie, mais qui excluait toute sanction à l'encontre de l'une ou l'autre des parties. Cette démocratie, où le compromis fait loi, n'est-elle pas plus moderne et avancée que celle alors exercée par les Etats-Unis ? Accordez-moi ce point ou pas, mais il n'en fallait pas moins pour apaiser les velléités d'un Saakachvili et d'un Medvedev !

Pourtant, cette démocratie européenne, si avancée soit-elle, souffre d'un terrible handicap : elle reste incomprise. L'« entreprise Europe » a un gros pro-

2

2^{ème} mythe : l'Europe n'est pas démocratique

blème de service après-vente. Dès lors, il est compréhensible que beaucoup de ses « clients » souhaitent changer d'opérateur, et le fassent savoir par un vote protestataire lors des élections européennes – ou pire encore, par une abstention toujours grandissante.

Le dernier sondage en ma possession⁽⁴⁾ pronostique 66% d'abstention aux élections européennes de juin 2009. C'est terrifiant. Dès lors notre premier combat n'est pas tant un combat politique, qu'une bataille pour ramener les électeurs désabusés ou mal informés vers les urnes. L'Europe ne mérite pas qu'on laisse les citoyens se détourner d'elle, et les citoyens méritent que l'on travaille, sans relâche, à leur expliquer l'Europe, à leur donner les clés pour la comprendre. A eux enfin, dans l'isolement, de se prononcer en toute conscience, et en connaissance de cause.

L'Union européenne est mal vendue : les gouvernements et les médias ont souvent eu tendance à attribuer à l'État la réussite d'un projet européen. Prenons le projet ITER, implanté après plusieurs années de bataille entre différents pays, à Cadarache dans le sud de la France : cette victoire collective européenne a été présentée chez nous comme un succès qui devait tout à la France. Heureusement pourtant que l'Union européenne a apporté tout son soutien au projet français, alors que le principal concurrent japonais était soutenu par les États-Unis ! Je n'oublie pas non plus que c'est l'Union européenne qui a fait tout le travail sur les normes « Erika », destinées à améliorer la sécurité du trafic maritime sur nos côtes. Cela n'a pas empêché les États membres de traîner sur l'application de ces nou-

⁽⁴⁾ Avril 2009.

velles règles, et de se défaire sur l'Europe quand leurs plages ont été maculées de goudron !

Davantage qu'une question de travail effectif au sein des institutions européennes, je pense que le problème français a tenu par le passé, d'abord, à une question d'attitude. Trop souvent nos représentants revenaient de Bruxelles tel un empereur romain après une campagne. Debout sur son char, on faisait croire à ceux qui voulaient bien l'entendre qu'on avait gagné la bataille, alors qu'il aurait été plus honnête, et productif, de reconnaître que l'Europe prend souvent de bonnes décisions, inspirées parfois par la France (pas de fausse modestie), mais de manière collective ! Ce travail collectif, on l'a vu pendant la dernière présidence française, est possible !

« Bruxelles » n'est pas un terrain politique de seconde zone, au contraire ! Ne pas s'y investir à 100% est nuisible à plus d'un titre : cela décrédibilise l'action et l'influence de nos politiques à Bruxelles, et cela détourne les électeurs des scrutins européens. J'aurai l'occasion de le répéter : l'Europe, ce ne sont pas des Affaires étrangères, mais bien des Affaires intérieures !

Le problème de service après-vente, nos médias en portent aussi une lourde responsabilité. Comment voulez-vous que l'Europe intéresse les citoyens, si on ne la leur présente pas ? Comment voulez-vous tomber amoureux d'une femme sans qu'elle vous ait été présentée ? Cela se pratiquait au XVII^{ème} siècle ; plus au XXI^{ème} ! Or l'Europe peut intéresser les gens !

La preuve ? Lors de la campagne pour le référendum de 2005, un débat passionné en France,

2

2^{ème} mythe : L'Europe n'est pas démocratique

un taux de participation record ; pour un résultat qui m'a déçu, je le reconnais bien volontiers, moi qui avais pris part avec passion aux travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe, présidée par Valéry Giscard d'Estaing, qui avait travaillé sur le projet de Constitution européenne.

Mais qu'importe, preuve en était faite : l'Europe intéresse les citoyens ! Il y a une véritable soif de savoir, de s'impliquer sur les questions européennes dans notre pays. Pourquoi nos grands médias nationaux (télévisuels principalement, les radios, la presse écrite, et surtout Internet, faisant sur ce point un travail très satisfaisant), pourquoi eux qui sont si pressés de donner à voir au téléspectateur ce qu'il veut voir, pourquoi ne lui proposent-ils pas d'étancher cette soif de connaissance ?

Allons-y pour les clichés : l'Europe, ça ne fait pas vendre, ce n'est pas accrocheur, ça ne fait pas rêver... Combien de référendums ratés faudra-t-il pour convaincre les journalistes du contraire ? Pour intéresser les citoyens à l'Europe, encore faut-il, comme les Allemands, installer à Bruxelles et à Strasbourg un contingent important de correspondants de presse spécialisés !

Dans ma circonscription, je ne tiens jamais de réunion publique sans parler d'Europe. Est-ce à dire que la salle se vide dès que les gens voient un drapeau bleu étoilé surgir ? Au contraire ! 80% des questions qui me sont posées portent sur l'Europe. Et comment en serait-il autrement ? Les citoyens ont bien compris que problématiques nationales et problématiques européennes sont imbriquées,

qu'elles ne font qu'une. Ils ont bien compris qu'on ne peut parler sérieusement de la crise économique qui frappe notre pays, sans évoquer la crise qui touche tous les pays européens. Ils ont bien compris que la solution à cette crise n'est pas seulement nationale, mais européenne, et que l'union fait la force !

Mes collègues de la Commission des Affaires européennes à l'Assemblée nationale me disent, tous, à quel point parler d'Europe devant leurs électeurs, même cinq minutes à chaque réunion publique, est utile et nécessaire pour faire cette pédagogie. Pour que chaque citoyen se rende compte que c'est de son Europe qu'on parle, et pas d'un autre pays.

Quand je lis les « programmes » et les « idées » de « partis » politiques comme Libertas, je suis atterré par ce qui en transparaît : pour ces gens, l'Europe, ce n'est pas nous ! L'Europe, pour de Villiers et ses alliés de circonstance, c'est une sorte de planète hors de notre système solaire, contrôlée par des extra-terrestres sans aucune attache nationale.

Pour les souverainistes, « *l'enfer, c'est les autres* ». Et bien justement, l'Europe, ce ne sont pas « les autres », c'est nous ! Ce sont nos ministres, nos représentants élus, qui siègent et décident à Bruxelles et à Strasbourg ! S'il y a quelqu'un à blâmer sur telle ou telle décision, ce sont les gouvernements, les députés européens, qui sont comptables de leurs décisions.

Dans l'abstrait, je rêve d'une Europe où un gouvernement national serait renversé en raison de ses prises de positions européennes...

2

2^{ème} mythe : L'Europe n'est pas démocratique

⁽⁵⁾ Les 36 députés de la Commission que je préside exercent une double mission d'information et de contrôle de l'activité européenne. La révision de la constitution en 2008 lui donne davantage de pouvoirs : outre l'examen des textes européens soumis par le Gouvernement, ma commission exerce une fonction d'information et de contrôle de l'Assemblée nationale sur les affaires européennes. Ainsi, en plus des nombreux rapports d'information, nous auditionnons très régulièrement les membres du Gouvernement, des parlementaires d'autres pays européens, ou des acteurs de la société civile impliqués dans les affaires européennes.

Drôle de rêve ? Au moins aurait-il le mérite de faire prendre conscience à nos gouvernants de leurs responsabilités. Au Danemark, un ministre part à la réunion de son Conseil avec une feuille de route claire, déterminée à l'avance, et sur laquelle il rend des comptes devant la Commission des Affaires européennes de son Parlement.

En France, l'esprit de nos institutions est différent. La Commission des Affaires européennes⁽⁵⁾ ne rend que de simples « avis », qui ont néanmoins une force politique importante, puisqu'ils sont donnés le plus souvent à une écrasante majorité – les questions européennes faisant souvent consensus entre la droite et la gauche. De plus, des progrès sensibles ont été accomplis : nous recevons désormais le ministre des Affaires européennes avant et après chaque Conseil européen, qui expose devant les députés nationaux les enjeux, le compte-rendu des délibérations et des avancées obtenues.

La démocratie européenne existe, même si elle n'est pas parfaite ! Elle passera notamment par une plus grande implication des Parlements nationaux, que prévoit d'ailleurs le traité de Lisbonne.

3^{ème} mythe : l'Europe est libérale, elle est le cheval de Troie de la mondialisation

Ah, l'Europe « libérale » ! Ah, l'Europe « sociale » !
A la seule évocation de ces concepts accolés, une
seule réaction prévaut en général : tous aux abris !

A chaque élection européenne, on nous ressort
le même couplet : après « l'Europe sociale » du
PS en 2004, « l'Europe libérale » dénoncée par
Martine Aubry, et « l'Europe sociale + + » de
Benoît Hamon, on ne sait pas où donner de la
tête. Osons un pari : en 2014, l'Europe sociale
« +++ » ?

Il faut tordre le cou à cette surenchère hysté-
rique et typiquement française : l'Europe n'est
pas « sociale », pas plus, d'ailleurs, qu'elle n'est
« libérale ».

Jamais avarés de critiques, les socialistes français
« oublient » souvent de rappeler que c'est le
« traité simplifié » initié par Nicolas Sarkozy qui

promeut une « économie sociale de marché », qui
consacre le « rôle des partenaires sociaux » dans
le dialogue social européen, qui crée une base juri-
dique pour les services d'intérêt économique
général (les services publics) en Europe, qui place
la « concurrence libre et non faussée » comme
moyen, et non plus comme une fin en soi de l'ac-
tion européenne. C'est encore le traité simplifié
initié par Nicolas Sarkozy, qui affirme la vocation
de l'Europe à protéger ses citoyens d'une mon-
dialisation débridée, ou qui instaure un protocole
sur la reconnaissance des services publics natio-
naux de qualité.

La cacophonie des motions socialistes, lors de
leur dernier Congrès, est le révélateur d'une
absence de ligne politique sur l'Europe et d'un
malaise à parler d'une Europe « sociale » : leurs
propositions irréalistes vont de l'instauration
d'un salaire minimum européen à l'évocation
vague d'une « Europe sociale », qui ne masque
que leurs divergences sur cette question.

A ceux qui font campagne pour une harmoni-
sation sociale et fiscale en Europe, je veux leur
répondre que cette harmonisation n'est ni possi-
ble, ni d'ailleurs souhaitable pour la France !

Elle n'est pas possible, parce qu'en matière
sociale et fiscale, les décisions se prennent à
l'unanimité. Croire que 27 pays s'accordent sur
ces questions sensibles, c'est irréaliste ! Il est
tout simplement mensonger de faire croire aux
électeurs que l'Europe peut s'occuper de ces
questions, qui relèvent des compétences natio-
nales de chaque pays. Ce qui n'exclut pas pour
autant de faire preuve de solidarité entre Etats
membres.

3

**3^{ème} mythe :
l'Europe est
libérale, elle est le
cheval de Troie de
la mondialisation**

Une harmonisation n'est pas souhaitable, car la France possède l'un des systèmes de sécurité sociale les plus protecteurs du monde, et une harmonisation sur nos voisins européens nous conduirait à baisser nos standards. La France serait alors contrainte de s'aligner par le bas, et cela, les Français le refuseraient. Nous avons tout à y perdre, rien à y gagner ! De la même façon, jamais certains pays du nord de l'Europe n'accepteraient d'avoir notre fiscalité chez eux, ni nos charges sociales.

Voilà bien une arrogance toute française : notre système de sécurité sociale serait une sorte de panacée universelle, que dans leur aveuglement collectif, la plupart des pays du monde rechigneraient à adopter : il nous appartiendrait alors d'imposer ce modèle de gré ou de force par une harmonisation européenne.

Aux « croisés » de l'Europe sociale, je leur demande franchement : êtes-vous certains d'avoir le courage et l'honnêteté de dire à nos amis européens : « *notre modèle social est meilleur que le vôtre, vous devez le prendre, et avec lui toutes les charges sociales afférentes* ». Eh oui ! Dit comme cela, je ne serais pas étonné que les meilleures volontés s'émoussent !

Ce mode de pensée méprise l'esprit européen. Cela ne fonctionne pas comme ça en Europe, par le rapport de force, tout convaincu qu'on est de sa propre supériorité sur les autres. Cela me rappelle la réaction du chancelier allemand Gerhard Schröder, juste après l'adoption des 35 heures en France : « *les 35 heures en France, quelle bonne idée... pour l'Allemagne !* », ou celle de Tony Blair, les refusant pour le Royaume-Uni. On n'im-

pose pas comme cela ses idées en Europe, surtout quand on les accompagne de promesses de déficits publics peu reluisantes. Lorsque j'ai accompagné en avril 2008, le ministre du travail français chez son homologue allemand, d'ailleurs socialiste, ce dernier était totalement fermé à l'idée d'un Smic européen⁽⁶⁾ !

Certains hommes de gauche, à commencer par un des plus éminents d'entre eux, Jacques Delors, ont tenu un discours autrement plus réaliste, plus... européen. Car l'ancien Président de la Commission européenne affirmait que « *la politique du marché du travail et la politique de l'Etat providence, sont de la compétence et de la responsabilité des Etats membres. Il faut, sans cesse, le rappeler aux démagogues de tous les bords* »⁽⁷⁾. Et Delors de rappeler aux socialistes de 2009⁽⁸⁾, que la priorité dans cette campagne, c'était de « *dire aux gens qui fait quoi : si certains problèmes sont du ressort national, pourquoi accabler l'Europe ?* »

Compte tenu de son histoire et des réalités politiques, économiques, sociales et culturelles de l'Europe actuelle, l'Union européenne fait déjà beaucoup.

Durant la présidence française de l'Union européenne, différents textes européens ont été adoptés grâce à l'action du ministre français du travail Xavier Bertrand : sur les Comités d'entreprise européens, en améliorant la concertation et l'information au sein des entreprises de taille communautaire ; sur le travail intérimaire, en assurant l'égalité de traitement entre les intérimaires et les autres salariés ; sur la lutte contre les discriminations, contre la pauvreté, contre la maladie d'Alzheimer et les maladies orphelines, etc.

⁽⁶⁾ L'Allemagne n'a d'ailleurs pas de Smic comme en France. Le salaire minimal y est une exception, réservée à quelques secteurs comme le bâtiment.

⁽⁷⁾ Jacques Delors, Mémoires, 2004.

⁽⁸⁾ TV5, (26/04/2009).

3

3^{ème} mythe :
l'Europe est libérale, elle est le cheval de Troie de la mondialisation

A ceux qui critiquent le manque de « social » en Europe, j'ai envie de poser la question : combien d'entre vous, si vous êtes élus locaux, ont fait appel aux fonds européens pour aider vos concitoyens, lancer des projets associatifs, de nouvelles entreprises, rénover vos infrastructures ? Et ceux qui ne l'ont pas fait, pour quelle raison cachez-vous cette manne de plusieurs millions d'euros par région à vos électeurs ? La première des politiques de solidarité, c'est la politique régionale européenne, avec le Fonds Social Européen (FSE) et le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER).

C'est Nicolas Sarkozy qui a réagi le premier à la crise financière et économique mondiale, en réunissant les dirigeants européens pour élaborer des plans de sauvetage concertés, et protéger nos économies, nos citoyens... et nos emplois !

C'est encore Nicolas Sarkozy, au nom de l'Europe, qui a lancé l'idée d'un G20 réuni à Washington, pour refonder les règles du capitalisme et des marchés financiers au niveau mondial. La seconde réunion du G20, qui s'est tenue le 2 avril à Londres, a donné des résultats très concrets et inespérés sur la moralisation du capitalisme, l'encadrement des marchés, la lutte contre les paradis fiscaux, et la coordination des mesures de relance économique.

Encadrer et réguler le capitalisme, voilà une Europe sociale réaliste et efficace ! A mille lieux des utopies harmonisatrices de certains, qui n'auraient qu'un seul résultat tangible : soulever les peuples contre ces projets, et mettre en péril notre propre modèle social français.

Dans ce domaine, les avancées se font pas à pas. Les résultats de la présidence française du Conseil de l'Union européenne prouvent que sur certains sujets, on peut avancer à 27. Il est beaucoup plus raisonnable d'avancer avec des objectifs concrets et réalisables, que d'attendre la main sur le cœur un « grand soir » social européen.

L'Europe sociale progresse. C'est un sujet qui mérite des avancées concrètes sur des points précis ; pas des grands discours ! Affirmer le contraire, c'est promettre ce qu'on est sûr de ne pas pouvoir tenir. Pour l'heure, construisons l'Europe politique, une Europe politique à la fois « libérale » et « sociale », conjuguant liberté et solidarité, bâtissons concrètement le modèle européen de l'économie sociale de marché.

4^{ème} mythe : L'Europe coûte cher

Le budget européen représente 1% du PIB de l'Union européenne. Autrement dit, l'Europe consacre 1% de sa richesse à son budget. Rapporté au nombre de citoyens des 27 pays de l'Union, l'Europe « coûte » 235 € par personne et par an. A titre de comparaison, les Etats membres consacrent en moyenne 40 à 45% de leur PIB à leurs budgets respectifs !

Cette proportion (1% pour l'Union européenne) est relativement stable depuis des années, et elle ne bougera pas au moins jusqu'en 2013. Sur la période 2007-2013, le budget européen varie entre 117 et 127 milliards €, selon les années.

J'entends souvent certains se prononcer pour une augmentation sensible du budget européen. Les partis de gauche français en ont même fait un axe de campagne pour les élections européennes de juin 2009.

D'autres répondent qu'avant d'augmenter le budget de l'Europe, il conviendrait d'abord de mieux le dépenser, et dénoncent régulièrement le décalage entre les crédits votés (par le

Conseil, donc les Etats, et le Parlement européen) et les sommes effectivement dépensées.

Cette sous-exécution des crédits européens a pérennisé l'image d'Etats membres qui ne sauraient pas employer efficacement l'argent que l'Europe leur attribue. Cette image n'est pas fautive, mais elle tend à s'estomper. D'une part, le « reliquat » des sommes non dépensées est systématiquement reporté sur le budget de l'année suivante. L'argent ne s'envole donc pas dans la nature. Par ailleurs, ces surplus se réduisent de plus en plus chaque année. En 2008 par exemple, sur un budget européen oscillant entre 100 et 120 milliards €, il ne restait à la fin de l'année que 1,7 milliard € non attribués.

L'Europe coûterait cher, mais qui sait que, contrairement aux Etats membres, l'Union européenne a l'obligation de présenter un budget en équilibre ? L'Union a l'interdiction absolue d'être en déficit ! L'Europe ne peut tout simplement pas s'endetter et donc faire supporter aux générations futures le poids de ses déficits, puisqu'elle n'en a pas. Voilà des principes de bonne gestion dont bien des Etats pourraient utilement s'inspirer !

Voilà pour les chiffres, et pour le mythe d'une Europe à la poche percée.

Certains médias ont tendance à propager une image négative de ces questions, en invoquant systématiquement la question du « juste retour » : « *pour tant d'argent donné, combien en reçois-je en retour ?* » Ce raisonnement n'est pas le mien : il véhicule une image faussée et une logique de marchand de tapis.

4

4^{ème} mythe : l'Europe coûte cher

Revenons aux chiffres, puisqu'il faut bien en passer par là. La France a versé en 1998, 14 milliards € au budget communautaire. En 2003, 16,3 milliards ; en 2006, 17,6, et en 2009, elle devrait contribuer à hauteur de 18,9 milliards. Contribution en constante augmentation, ne manqueront pas de remarquer les eurosceptiques. C'est oublier un peu vite, que depuis 1998, l'Europe a intégré 12 nouveaux Etats membres, et qu'elle fait en 2009 beaucoup plus de choses qu'en 1998 !

Quant à se focaliser sur la comparaison entre les montants versés, et ceux perçus par la France, cette fameuse question du « juste retour », c'est une question artificielle. Certaines sommes dépensées par l'Europe le sont pour un pays en particulier, mais il ne faut pas oublier que beaucoup sont versées pour des projets bénéficiant à plusieurs pays à la fois, que d'autres concernent l'ensemble de l'Union européenne, et même que certains crédits ne touchent directement aucun Etat membre en particulier !

Par exemple, l'Union européenne vient de promettre une aide de 2,5 milliards € à l'Ukraine. Et ce afin qu'elle modernise ses gazoducs, et renforce ainsi la sécurité de l'approvisionnement en gaz de toute l'Europe. Il est évident que tous les pays européens trouvent un intérêt dans ces investissements, car ils contribuent à notre propre sécurité. Pourtant, pas un euro n'a été versé à un pays européen dans cette affaire !

Autre exemple aussi technique : les interconnexions électriques entre l'Espagne et la France. Qui irait se demander auquel des deux pays profitent le plus ces investissements européens ? Les

deux pays sont évidemment bénéficiaires collectivement. Et comment calculer exactement la part de bénéfice qui revient à l'un ou l'autre ? On voit bien que cette question du « juste retour » est une fausse question, qu'elle fait fi de la réalité, certes parfois complexe, de l'Union.

Il existe cependant des « dépenses réparties », celles qui sont attribuées précisément à un pays en particulier. En France par exemple, elles concernent la politique agricole commune, la politique régionale (Fonds Social Européen, FEDER), mais aussi les crédits Erasmus, ou les réseaux européens de transport d'énergie (RTE-T). Le fonds européen d'ajustement à la mondialisation peut également intervenir dans les cas de licenciements massifs. Le gouvernement français, avec d'autres, a obtenu que son enveloppe soit doublée de 500 millions à 1 milliard €, pour faire face à la crise économique actuelle.

La France a ainsi reçu 13,9 milliards € de « dépenses réparties » en 2007, soit 13% du total des dépenses réparties sur toute l'Union européenne. Voilà un chiffre qui devrait faire taire les eurosceptiques de notre pays : la France est au premier rang, en 2006 et 2007, des bénéficiaires d'aides réparties ! Mais encore une fois, il est vain de ne retenir que ce chiffre, tant les aides européennes peuvent être attribuées à des projets qui dépassent les frontières entre Etats.

A ceux qui veulent absolument se prendre au jeu, comment comptent-ils quantifier le bénéfice de l'aide au développement que l'Europe verse aux pays du Sud, pour leur propre pays ? Comment quantifier en termes de « retour »

4

4^{ème} mythe : l'Europe coûte cher

l'action d'agences comme Frontex, qui protège et gère nos frontières, ou l'action d'Europol, qui lutte contre la criminalité internationale ? Veut-on vraiment calculer le nombre d'affaires résolues par pays, afin de savoir qui en bénéficie le plus, comme si la criminalité s'arrêtait aux frontières ? Comment ne pas voir que les actions extérieures de l'Union, au Kosovo, en Palestine, en Somalie, via le Fonds Européen de Développement, l'aide humanitaire, participent au rayonnement de l'Europe, et à notre sécurité à tous ?

Il faut donc faire un sort à cette idée reçue selon laquelle l'Europe serait un puits sans fond pour les dépenses publiques. Au contraire, beaucoup de nos démocraties devraient s'inspirer de ces méthodes de gestion, plus transparentes et saines que celles en pratique dans les Etats. Il faut surtout accepter l'idée que notre développement économique, notre sécurité, notre approvisionnement énergétique, dépendent d'une Europe forte de l'intérieur, et influente à l'extérieur de ses frontières. Cela passe par des investissements sur le long terme, dont on ne perçoit pas souvent les bénéfices immédiats. Mais c'est ainsi que nous assurons un monde plus stable pour les générations futures. Notre génération, qui est souvent accusée d'avoir vécu sans se soucier des dettes qu'elle léguera à ses enfants (dette économique, dette écologique surtout !), ferait bien de considérer ces dépenses non pas sous l'angle réducteur du juste retour, mais avec le sentiment que l'argent investi maintenant servira l'Europe de demain.

5^{ème} mythe : l'Europe n'a pas de frontières

Il est un temps, pas si lointain, où des voix s'élevaient de toute part pour fustiger l'adhésion de l'Espagne ou du Portugal à l'Union européenne. Des pays à peine sortis d'une dictature, dont le développement économique était sans comparaison avec le nôtre.

Qui dorénavant aurait encore l'audace de critiquer l'entrée de ces deux pays dans l'Union ? Qui serait suffisamment aveugle pour constater leur extraordinaire rattrapage économique ? Qui s'étonnerait encore de voir un Portugais à la tête de la Commission européenne ? Plus personne !

C'est la même logique qui m'a convaincu de soutenir l'adhésion des pays de l'ancien bloc soviétique situé en Europe centrale et orientale : l'Europe a tout à gagner à construire un espace intérieur stable, autour d'un marché commun qui lui assure la prospérité, comme elle a tout

intérêt à s'entourer de voisins aux régimes politiques démocratiques et à l'économie développée. Notre prospérité économique, notre sécurité intérieure, notre sécurité énergétique passent par l'édification et la consolidation d'un vaste espace européen de paix.

Du fait de la guerre, l'Europe fut, pendant plusieurs décennies, coupée en deux. Je n'oublie pas mon combat d'alors, pour soutenir tous les amoureux de la liberté, qui luttèrent contre la dictature soviétique dans leur pays. Avec le journaliste Bernard Leconte, nous nous étions rendus à Vilnius pendant plusieurs jours, sans l'autorisation du pouvoir soviétique, afin de rencontrer les opposants au communisme. Je n'oublierai jamais ces discussions animées et passionnantes, dans un parlement lituanien encerclé par les chars, avec son président Vytautas Landsbergis, que j'ai rencontré ensuite à Bruxelles, alors qu'il était député européen. Quel beau symbole !

Fort heureusement, la question de l'élargissement « à l'Est » ne soulève plus beaucoup de polémiques. Je me réjouis que de « petits » pays nouvellement entrés dans l'Union, comme la Slovaquie, aient présidé le Conseil de l'Union avec brio en 2008. C'est une belle victoire, qui en annonce d'autres ! Mieux que tout discours, elle légitime l'intégration de ces pays à l'aventure européenne. Sans parler du fait que la Slovaquie, comme la République tchèque, ont rempli les critères d'adhésion à l'euro et partagent désormais avec nous la même monnaie.

Sur un élargissement au-delà des mers, soyons clairs, je suis plus réservé. La question de l'en-

5

5^{ème} mythe : l'Europe n'a pas de frontières

trée de la Turquie dans l'Union européenne, encore une fois, ne manque pas d'alimenter le débat à l'approche des élections européennes.

La position de la France est claire : non à l'adhésion de la Turquie, oui au « partenariat privilégié »⁽⁹⁾. L'ouverture de deux nouveaux chapitres, en décembre 2008, n'est pas synonyme d'une prochaine adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Ces deux chapitres ont été ouverts parce qu'ils mènent précisément au partenariat privilégié, non à l'adhésion. La France s'est opposée aux cinq chapitres qui pouvaient mener à l'adhésion.

De même, la réforme constitutionnelle votée en 2008 ne signifie pas l'abandon du référendum pour l'entrée de la Turquie. La précédente réforme constitutionnelle rendait obligatoire le référendum pour l'adhésion d'un nouveau pays, après celle de la Croatie. Avec la réforme constitutionnelle de modernisation de nos institutions, nous avons voulu améliorer ce fonctionnement : le référendum reste la règle, mais le Président de la République peut décider de soumettre, après l'accord de l'Assemblée nationale et du Sénat, l'adhésion d'un nouveau pays au Parlement convoqué en Congrès, qui doit l'adopter à la majorité des trois cinquièmes. Pour ne pas faire de langue de bois, cela permettra aux derniers pays des Balkans, qui ont déjà un pied dans l'Europe, de nous rejoindre, en temps voulu, par approbation parlementaire en France. Mais il va de soi que l'entrée, ou non, de la Turquie se décidera par référendum, car il serait surréaliste que le Président de la République, l'Assemblée nationale et le Sénat passent outre la volonté du peuple.

⁽⁹⁾ « Le partenariat privilégié, alternative à l'adhésion » Note 38 de la Fondation Robert Schuman, décembre 2006.

Je ne suis pas contre la Turquie. Je suis pour l'Europe politique. Et cette Europe politique me semble incompatible avec l'entrée d'un pays de plus de 70 millions d'habitants.

Recevant le ministre des Affaires européennes de Turquie, Egemen Bagis, je lui ai rappelé ma conviction que son pays est un pont nécessaire entre le monde musulman et le monde chrétien. Nous sommes tombés d'accord sur la nécessité de rapprocher la Turquie de l'Europe, de nos valeurs, et de ne pas céder à la tentation du radicalisme religieux. « *Le premier opposant à l'entrée de la Turquie dans l'Europe, c'est Al-Qaida* », m'a confié M. Bagis. Nous sommes tous les deux conscients du rôle majeur joué par son pays dans les négociations entre Israël et le Liban, et de son rôle de stabilisateur indispensable dans la région du Proche-orient, sur l'Iran, sur l'Afghanistan.

Mais l'entrée de la Turquie ne peut pas obérer l'Europe politique que nous voulons. Les citoyens européens ne peuvent pas voter pour une Europe dont eux-mêmes ne connaissent pas les frontières. Pour moi, ces frontières s'arrêtent aux Balkans. Après l'entrée des pays d'ex-Yougoslavie, on arrête.

Le Président du Conseil italien Silvio Berlusconi voyait bien l'Union européenne s'élargir à tout le pourtour méditerranéen, à Israël, « *et même jusqu'à l'Afrique du Sud* ». Où va-t-on ? Cette vision purement économique de l'Europe n'est pas la mienne, et je privilégierai toujours une Union forte et politiquement cohérente à une dilution périlleuse au-delà de nos frontières culturelles.

5

5^{ème} mythe : L'Europe n'a pas de frontières

A l'inverse, la vision d'une Europe forteresse a aussi la vie dure. Barricadée derrière ses frontières, l'Europe se serait fermée à toute collaboration avec ses voisins. Mais alors qu'est ce que l'Union pour la Méditerranée ? Qu'est ce que le Partenariat oriental⁽¹⁰⁾, initié avec les pays du Caucase du Sud et les voisins orientaux de l'Europe ? La sécurité de l'Europe commence en dehors de ses frontières et ces projets ambitieux ont pour vocation de consolider l'équilibre intérieur de ces régions, tout en renforçant nos relations avec elles. Se rapprocher, oui, les intégrer, non !

Le fantasme d'une Europe tentaculaire, qui s'étendrait au-delà de toute limite raisonnable, est d'ores et déjà éculé. Les Européens ont compris que l'urgence, c'est de se concentrer sur notre fonctionnement, sur nos politiques, sur notre influence internationale, sur la façon de sortir de cette crise économique et financière, plutôt que d'intégrer sans fin tous nos voisins.

⁽¹⁰⁾ Avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine et la Biélorussie.

6^{ème} mythe : l'Europe ne s'occupe pas de notre quotidien

Un élu d'un « quartier sensible » m'a récemment posé la question : « *les gens me demandent ce que fait l'Europe pour eux. L'Europe leur paraît lointaine, déconnectée de leur vie quotidienne. Pendant cette campagne, comment leur montrer que l'Europe, ce ne sont pas que des sommets internationaux, des décisions qui ne les touchent pas ?* ». Mieux que tout discours, j'ai rédigé un document appelé « La journée européenne d'Olivier Martin ». Il montre de manière ludique en quoi l'Europe change notre quotidien à tous, comment elle change ma vie et celle de tous les citoyens.

LA JOURNÉE EUROPÉENNE D'OLIVIER MARTIN

Du matin au soir, sans nous en rendre compte, nous rencontrons l'Europe jusque dans nos gestes les plus anodins. Depuis près de 60 ans, « l'Europe qui protège » est notre vie quotidienne.

Elle agit concrètement dans beaucoup d'aspects importants de notre vie : ce que nous mangeons, ce que nous achetons, les vêtements que nous portons, les services dont nous avons besoin répondent très souvent à des règles communes établies pour protéger les consommateurs européens. Beaucoup de consommateurs dans le monde n'ont pas cette chance...

06h30 : Le réveil sonne, Olivier Martin se réveille. Son habitude pour garder un ventre bien plat : un verre d'eau à jeun ! Il sait qu'il peut la boire sans inquiétude, car l'Europe a établi des standards minima pour la qualité de l'eau potable dans tous les pays⁽¹⁾.

06h45 : Comme tous les matins, Olivier commence la journée l'esprit tranquille, par un bon petit-déjeuner. Il savoure ce moment, car il sait que son verre de lait, son jus de fruit, le miel et les confitures qu'il mange, répondent à des exigences européennes de qualité⁽²⁾.

07h25 : Pendant que les tartines fument dans le grille-pain, Olivier écoute d'une oreille la météo à la radio⁽³⁾. Si le grille-pain et la radio d'Olivier consomment peu d'électricité, c'est grâce aux nouvelles normes européennes d'éco-conception, applicables aux appareils ménagers et de bureau.

8h00 : Les enfants se préparent : Julien, le fils d'Olivier, se fait la dernière coupe à la mode avec du gel coiffant ; Alice, sa fille, maquille son minuscule bouton. Grâce aux normes européennes, les produits cosmétiques comportent moins de risques d'allergies, tout en restant efficaces⁽⁴⁾.

08h35 : Tout le monde prend place dans la voiture. Les Européens se sont accordés sur une baisse progressive des émissions de CO₂

(1) Directive européenne 98/83/CE.

(2) Directive 2001/112/CE; Directive 2001/113/.

(3) Directive 2005/32/CE.

(4) Directives 80/1335/CEE, 82/434/CEE, 83/514/CEE, 85/490/CEE, 93/73/CEE, 95/32/CE, 96/45/CE.

6

6^{ème} mythe :
l'Europe ne
s'occupe pas de
notre quotidien

de leurs véhicules neufs (-18% d'ici 2015)⁽¹⁵⁾.

08h50 : Sur la route de l'école, la famille traverse un pont fraîchement inauguré. Par la fenêtre, on aperçoit les immeubles flambant neufs d'un quartier réhabilité.

Le saviez-vous ? La politique régionale européenne constitue le deuxième poste de dépense de l'Union. Elle permet aux Etats membres de lutter contre les disparités et contre l'enclavement rural, de soutenir la construction de certaines infrastructures, de réhabiliter des quartiers en difficulté ou d'aider nos départements d'Outre-mer.

09h00 : Dans la cour du lycée de Julien, un stand informe les jeunes sur les dangers de la drogue. L'Union européenne met en œuvre pour la période 2007-2013 un plan d'action pour sensibiliser tous les publics aux dangers de la consommation et du trafic de drogue. L'Europe protège aussi nos enfants et leur santé, en organisant des campagnes d'information sur le tabac ou l'alcool⁽¹⁶⁾.

09h30 : En arrivant au travail, Olivier apprend qu'un de ses collègues a eu un accident sur la route, et qu'il a été transféré à l'hôpital. Tout le monde s'inquiète pour lui, mais Olivier rassure ses collègues en leur apprenant qu'en cas de transfusion, la qualité et la traçabilité du sang sont strictement contrôlées en Europe⁽¹⁷⁾.

10h00 : Le patron d'Olivier lui propose de l'emmener pour un futur voyage d'affaires. Olivier n'est jamais très rassuré en avion, mais il est au moins certain que la compagnie qu'il prendra respectera des normes strictes de sécurité. Depuis 2005, l'Europe établit et actualise régulièrement une liste noire des compagnies aériennes qui ne respectent pas ces règles⁽¹⁸⁾.

⁽¹⁵⁾ Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2007.

⁽¹⁶⁾ Décision 150/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 septembre ; Recommandation 2003/54/CE du Conseil.

⁽¹⁷⁾ Directive 2002/98/CE.

⁽¹⁸⁾ Règlement (CE) n°2111/2005 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2005.

10h05 : Le patron d'Olivier est rassuré aussi : depuis une décision de la Cour de Justice européenne de décembre 2008, il est sûr d'être indemnisé par la compagnie aérienne, si son vol est annulé pour des raisons techniques ou de mauvais temps. En plus, il est sûr de trouver un vol au meilleur prix : en favorisant la concurrence et le développement des compagnies low cost, l'Europe a divisé le prix des voyages par 4⁽¹⁹⁾!

10h10 : Pour bien préparer ce voyage d'affaire, la DRH de son entreprise propose à Olivier de suivre une formation pour se mettre à niveau. Grâce à l'aide du Fonds Social Européen, son entreprise peut offrir à Olivier des formations professionnelles pour améliorer ses qualifications. Ce fonds aide aussi à la réinsertion des personnes sur le marché du travail, ou à la réorientation de certains travailleurs.

11h00 : Elsa, la femme d'Olivier, attend pour bientôt un troisième enfant. Elle veut en profiter pour réaliser quelques travaux dans leur appartement. Elle a pris rendez-vous avec sa banque pour discuter d'un crédit. Elsa a confiance quand elle pousse la porte de sa banque. Malgré la crise mondiale très profonde, l'Europe a protégé ses banques pour leur permettre de continuer à faire crédit⁽²⁰⁾.

12h40 : Pendant sa pause, qui est un droit reconnu pour tous les travailleurs en Europe, Olivier en profite pour acheter son journal au kiosque. En parcourant les dernières nouvelles, il suit l'avancée de l'enquête sur un attentat déjoué dans un centre commercial. Il apprend que les services de sécurité de tous les pays européens travaillent ensemble pour faire de notre continent un espace sûr pour ses citoyens, tout en respectant les libertés individuelles⁽²¹⁾.

⁽¹⁹⁾ Arrêt C-549/07 Wallentin-Hermann de la CJCE, 22/12/2008.

⁽²⁰⁾ Sommet des pays de la zone euro : déclaration sur un plan d'action concertée des pays de la zone euro - 12/10/2008. Conseil européen du 16/10/2008.

⁽²¹⁾ Directive 2003/88/CE.



**6^{ème} mythe :
l'Europe ne
s'occupe pas de
notre quotidien**

(22) Proposition de règlement du Conseil modifiant les règlements (CE) n° 290/2005 et (CE) n° 234/2007 (COM (2008)0442 - C6-0315/2008 - 2008/0146(CNS).

(23) Proposition de recommandation du Conseil COM 2008/726 ; Communication de la Commission COM 2008/679.

(24) Directive 88/378/CEE ; Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil du 25 janvier 2008 relative à la sécurité des jouets. Adoptée le 18/12/08.

15h30 : À l'école d'Alice, la cloche sonne. La maîtresse distribue en guise de goûter des produits laitiers, pour que tous les enfants bénéficient d'une alimentation équilibrée. Pour lutter contre l'obésité, l'Union européenne s'est accordée pendant la présidence française sur un programme de distribution hebdomadaire de fruits dans les écoles, qui débutera en 2009⁽²²⁾.

16h00 : La maîtresse d'Alice parle à la classe d'un de leur camarade, qui souffre d'une maladie rare, et qui est absent aujourd'hui car il doit recevoir des soins à l'hôpital. L'Europe s'est dotée d'un plan ambitieux, pour que les Etats membres prennent davantage en considération les situations difficiles des patients qui souffrent de maladies orphelines. L'Europe qui protège, c'est aussi l'Europe qui s'occupe de chaque citoyen, quelle que soit sa situation⁽²³⁾.

18h30 : Après ses devoirs, Alice s'amuse dans le salon avec ses jouets, sous le regard attentif de sa maman. Elsa peut finir de préparer le dîner tranquillement : elle sait que les jouets de sa fille répondent à des exigences strictes de sécurité. L'Europe met régulièrement à jour sa réglementation sur les jouets, parce qu'elle ne transige pas avec la sécurité de nos enfants⁽²⁴⁾.

18h40 : Au menu de ce soir, Elsa prépare un rôti de bœuf pour toute la famille. Depuis janvier 2005, l'Europe assure la traçabilité de la viande que les Européens mangent « de la fourche à la fourchette ». L'Europe protège leur santé des risques sanitaires comme la « vache folle » ou la grippe aviaire. C'est en grande partie grâce à l'Europe et à la Politique Agricole Commune que la France est le 2nd producteur agroalimentaire du monde ! En effet, notre pays est le premier bénéficiaire de cette poli-

tique en Europe, avec près de 10 milliards € reçus chaque année⁽²⁵⁾.

18h45 : Olivier est rentré du travail avec un catalogue de vacances dans les mains. Son comité d'entreprise lui propose des prix alléchants pour partir cet été au bord de la mer. Elsa s'inquiète de la propreté de l'eau, à cause des dégazages au large des côtes. Grâce aux mesures drastiques prises par l'Europe, il y a moins de dégazages sur nos côtes : de plus, l'Union européenne décerne chaque année des « pavillons bleus », véritables labels de propreté pour nos plages⁽²⁶⁾.

18h55 : Olivier est bien tenté aussi par l'Espagne. Pendant leurs vacances, si sa famille a des problèmes de santé, il sait qu'avec leur carte européenne d'assurance maladie, leurs soins seront pris en charge⁽²⁷⁾.

19h50 : Pour soigner une mauvaise toux, Julien, l'aîné, prend ses médicaments pendant le repas. Sur les conseils de son pharmacien, sa mère a choisi de donner à Julien des médicaments génériques. L'Europe a mis en place une vaste réforme de la législation pharmaceutique, qui permet le développement et la sécurité des médicaments génériques⁽²⁸⁾.

20h30 : Pendant le repas, Julien raconte avec enthousiasme son entretien avec la conseillère d'orientation de son lycée. Après son bac, il voudrait partir étudier à l'étranger. Ce serait un vrai « plus » sur son C.V. ! Le programme Erasmus lui permet de passer plusieurs mois dans l'université européenne de son choix. Il n'aura pas de frais d'inscription supplémentaires, recevra une bourse qui l'aide sur place, et validera son année universitaire dans son établissement d'origine. Avant d'aller étudier avec Erasmus, Julien aura la chance de partir avec sa classe lors

(25) Règlement (CE) n°853/2004 ; Règlement (CE) n°854/2004.

(26) Directive 2006/7/CE ; Normes Erika 1, 2 & 3.

(27) Décisions 189/190/191 de la CASSTM du 18/06/2003.

(28) Directive 2003/94/CE.

6

6^{ème} mythe :
l'Europe ne
s'occupe pas de
notre quotidien

d'un échange avec un lycée italien. L'Union européenne soutient le jumelage entre les villes des Etats membres. Les actions de jumelage intégrant des programmes éducatifs sont subventionnées par la Commission européenne, pour permettre aux jeunes Européens de découvrir d'autres cultures.

21h00 : Après le repas, Olivier téléphone à sa sœur, qui travaille en Espagne. Il peut prendre son temps pour qu'elle lui raconte sa nouvelle vie au soleil. Il sait que, grâce à l'Union européenne, le coût des appels et des SMS vers et depuis un Etat membre a baissé de moitié. Depuis 2007, l'Europe lui permet de bénéficier d'un tarif commun pour les appels passés d'un pays membre à l'autre. Cet "Eurotarif" fixe une limite maximum pour les appels passés (0,49€ hors TVA) et reçus (0,24€ hors TVA) sur son mobile depuis un autre Etat-membre de l'Union⁽²⁹⁾.

21h30 : Alors que son fils surfe sur Internet, Elsa n'est pas inquiète quand il lui demande d'acheter une sonnerie de portable. Elle sait que la Commission européenne contrôle la publicité mensongère sur Internet. De plus, elle sait qu'il peut commander un produit sans l'avoir vu au préalable. En Europe, elle dispose d'un délai de 7 jours pour se rétracter si sa commande ne lui convient pas⁽³⁰⁾.

21h45 : Au moment où son fils s'apprête à sortir avec ses amis, Olivier n'oublie pas de lui conseiller d'emporter, au cas où, des préservatifs. Depuis 1998, la sécurité des préservatifs est garantie en Europe.

22h00 : Pour se détendre après cette journée bien remplie, Olivier et Elsa se rendent à un festival de spectacles de rue organisé dans leur ville, qui est financé en partie par l'Europe. L'Union

européenne encourage la coopération culturelle dans le domaine des arts vivants, et les œuvres européennes de cinéma et de télévision.

23h20 : Dans son lit, Elsa feuillette un magazine à la lumière de sa lampe de chevet. Au fur et à mesure, la famille remplace les anciennes ampoules à incandescence par des ampoules à faible consommation d'énergie. Quand on sait que l'éclairage peut représenter jusqu'à un cinquième de notre facture l'électricité, chaque geste compte ! Ainsi, la maison sera complètement équipée, lorsque les anciennes ampoules polluantes seront définitivement retirées de la circulation en 2010 (2012 en Europe)⁽³¹⁾!

⁽³¹⁾ Directive 2005/32/CE et nouveau règlement adopté en 2009.

⁽²⁹⁾ Règlement (CE) n°717/2007.

⁽³⁰⁾ Directive 97/7/CE.

7^{ème} mythe : L'Europe n'a pas d'identité

Il est vrai que l'Europe n'a pas *une* identité, mais des identités multiples. Il serait ridicule de prétendre que nos 27 pays ont la même histoire, la même culture, comme il serait ridicule de nier leurs spécificités linguistiques.

Mais au-delà d'une Histoire, d'une culture, l'identité se matérialise concrètement par des symboles. Et en France, nous avons un problème avec les symboles. Quand je pense que le drapeau français est parfois sujet à controverse, je me dis que le chemin à parcourir pour imposer les symboles européens dans le cœur des citoyens est encore long ! On est loin de l'amour des Américains pour leur drapeau, exposé sans complexe chez beaucoup de citoyens.

Qui sait d'ailleurs qu'au-delà du drapeau, nous avons un hymne, une devise commune (*Unie dans la diversité*), une fête de l'Europe, le 9 mai⁽³²⁾ ? Pas grand monde. Il serait pourtant injuste de blâmer les citoyens, tant cette responsabilité incombe aux responsables politiques.

⁽³²⁾ Cette fête de l'Europe, le 9 mai 1950, commémore le discours fondateur de Robert Schuman, prononcé dans le « salon de l'Horloge » du Quai d'Orsay à Paris. Cette date historique est considérée comme l'acte de naissance de l'Europe telle que nous la connaissons.

Mais les choses avancent. Je suis fier que le drapeau européen ait franchi les portes de l'Assemblée nationale !

Quelle n'a pas été pas mon émotion de voir aussi le drapeau européen déployé sur le terrain lors du tournoi de Rugby des Six nations, en 2006 ! J'ai ressenti la même fierté le 14 juillet 2007, quand les armées de tous les Etats membres ont défilé ensemble sur les Champs-Élysées, ou encore en passant devant la Tour Eiffel, illuminée aux couleurs de l'Europe pendant la présidence française du Conseil européen. J'ai assisté avec émotion à la cérémonie inaugurant la présidence française, avec les drapeaux français et européen déployés au-dessus de la tombe du Soldat inconnu, sous l'Arc de Triomphe.

Je ne suis pas historien, ni philosophe. Je leur laisse le soin d'établir cette Histoire commune européenne, qu'il faudra bien un jour consigner dans un livre à 27 mains. Le manuel d'Histoire franco-allemand est d'ailleurs un premier pas déjà spectaculaire, quand on sait par quelles atrocités nos deux nations ont, par le passé, réglé leurs différends. Je me réjouis que les lycéens des deux rives du Rhin apprennent désormais leur Histoire dans un même livre, et que de telles initiatives tendent à démontrer ce qui rapproche et unit les nations européennes, plus que ce qui les a divisées.

L'identité européenne existe. Elle est le fruit de siècles, de millénaires de bouillonnement politique, culturel. Notre identité est une identité en perpétuelle évolution, elle s'est enrichie de nos différences, de nos échanges, de nos conflits parfois. « *La culture européenne ne subit pas seulement ces oppositions, conflits et crises ; elle en vit* ». Edgar Morin

7

7^{ème} mythe : l'Europe n'a pas d'identité

le dit : « *c'est la dialogique* », c'est-à-dire « *la rencontre fécondante des diversités, des antagonismes, des concurrences, des complémentarités* », qui est « *au cœur de l'identité européenne* »⁽³³⁾ .

Schuman, Adenauer, Spaak, de Gasperi ont posé les fondations de l'Europe ; jour après jour, nous-mêmes posons les pierres de l'Europe que nous bâtissons pour nos enfants ; cette identité commune, c'est le ciment de cette construction.

Justement, lorsque j'interviens devant des enfants ou des adolescents, je leur demande souvent ce qu'évoque, instinctivement, l'Europe pour eux. Les premières réponses se ressemblent souvent : la connaissance des pays voisins, les échanges culturels, Erasmus, me disent les plus âgés... Et c'est vrai que les jeunes qui ont quitté, quelques mois, leur patrie natale pour découvrir d'autres cultures et d'autres peuples européens, n'en reviennent pas tout à fait comme avant. Ceux qui ont vécu « l'auberge espagnole » - en Espagne ou ailleurs ! - peuvent témoigner de cette culture commune, de cet enrichissement mutuel qui ne les quittera jamais. Sans parler de l'atout indispensable de savoir manier plusieurs langues !

Mais il manque quelque chose dans cette liste de références européennes, que les jeunes évoquent spontanément. Jamais le mot « paix » n'est évoqué. Cet oubli me rassure et m'inquiète à la fois. Il me rassure, car qui regretterait que nos enfants soient si habitués à vivre dans un climat pacifié, qu'ils ne le mentionnent plus ? Il m'inquiète, car je n'oublie pas que la paix est un état fragile, qu'elle n'est pas une évidence.

⁽³³⁾ Edgar Morin, Penser l'Europe

Il faut voir ce jeune public, quand je lui explique que la paix n'est jamais donnée, qu'il a de la chance de vivre sur un continent apaisé, respectueux des Droits de l'Homme, un continent où ils peuvent aller à l'école, se former, développer leurs connaissances et leur esprit critique sans craindre la répression, voyager sans frontières, payer avec la même monnaie... Leur expliquer que rien n'est jamais acquis d'avance, que toutes ces avancées ont été obtenues de haute lutte, par la force morale et la volonté inébranlable d'hommes et de femmes d'exception, et dont nous avons l'honneur et le devoir de perpétuer l'héritage.

Il peut paraître un peu vieux jeu, un peu décalé, un peu anachronique, de se référer à la paix, alors qu'aucune menace sérieuse ne semble la remettre en cause sur le territoire européen. Si c'est ce que vous pensez, détrompez-vous ! Il ne faut pas regarder loin, pour voir que dans bien des régions du monde, dans de grandes puissances démocratiques comme dans de petites dictatures, la paix n'est pas acquise. Le Proche-Orient qui s'est de nouveau enflammé, le conflit entre la Géorgie et la Russie, sont autant de piqûres de rappel pour nos consciences endormies. La guerre en ex-Yougoslavie, que les Européens n'ont alors pas su empêcher, démontre que même le cœur de notre continent peut encore vivre de sombres heures.

Peu de temps avant la chute du mur de Berlin, Lech Walesa, que je questionnais sur son engagement pour la liberté, a eu ces mots terribles de beauté et d'abnégation : « *je ne sais pas si je me bats pour mes enfants, ou pour mes petits*

7

7ème mythe : l'Europe n'a pas d'identité

enfants ». Mais pour lui, le combat était le plus important. Ce combat, j'y ai modestement contribué, en apportant au cours de nombreux voyages, de l'aide humanitaire ou du matériel de travail pour Solidarnosc. Plus tard, en remerciement de cet engagement, j'ai eu l'honneur d'être décoré de la main de Walesa, à Bruxelles et à Paris, de la plus haute distinction polonaise, et de la médaille de Solidarnosc.

Cette identité européenne nous échappe un peu à tous, il faut bien le reconnaître. Mais ne la retrouve-t-on pas dans ces gestes d'amitié, de solidarité, entre les peuples européens ? Entre des peuples qui pendant des siècles se sont côtoyés sans oser véritablement se connaître, entre des nations qui se sont parfois battues sauvagement entre elles. Quelle plus belle médaille pourrions-nous recevoir que ce lien indéfectible, qu'aucun mur, qu'aucune guerre n'a su couper définitivement ?

L'époque juge un homme politique à l'aune de ses réformes, de ses résultats, de sa « carrière ». L'Histoire le juge sur de tout autres critères. La valeur. L'engagement. La fidélité à ses convictions, à ses idéaux à ses amis. Et sur le grill de l'Histoire certains ne résistent pas bien longtemps, eux qui embrassent des idées pour mieux les renier quand le vent, ou la « mode », changent de direction.

Pologne. Guerre froide. Les opposants à la dictature soviétique se cachent dans les églises et les presbytères pour organiser d'incertaines rencontres, avec ceux qui soutiennent leur combat depuis l'autre côté du Mur. Dans mes valises, pour rencontrer Walesa, Geremek, Michnik,

Nowina-Konopka, le cardinal Glemp, Mazowiecki, j'emmène alors Philippe de Villiers, à sa demande. Il ne tenait pas alors les propos qu'on lui connaît aujourd'hui.

Peut-être inspiré par l'atmosphère toute « cinématographique » de ces entretiens clandestins, il invite en retour tous ces résistants polonais dans son parc du Puy du Fou, affrète un avion, fait dire une messe par le cardinal Glemp, et rend alors un hommage vibrant devant toute la presse convoquée, à la Pologne et à ses héros, véritable « transfusion d'espoir » selon ses mots. J'avais trouvé la formule belle !

Il faut croire que le vent a tourné, que la mode a changé, quand le même homme prononce lors du débat à l'Assemblée nationale sur l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale à l'Union européenne, une charge violente contre eux, et qu'il vote contre leur entrée dans l'Europe. Autre époque, autre mœurs, sûrement. Tard dans la nuit, dans les couloirs du Palais Bourbon, je lui dis toute l'amertume que ses revirements m'inspirent : « *Ce n'était vraiment pas la peine, il y a quelques années, de faire venir tous ces amis polonais en grande pompe chez toi, pour leur claquer la porte au nez plus tard. Tu te souviens de la transfusion d'espoir ?* » Il a tourné les talons sans répondre. Autres temps, autres mœurs...

Mais la fidélité à nos idéaux européens n'est pas un vain mot, elle résiste aux trahisons, au temps, aux épreuves, et chacune de mes visites en Pologne est l'occasion de le réaffirmer.

Aux jeunes de 2009, j'ai envie de dire que l'identité européenne, votre identité, ce n'est pas tant

7

7ème mythe : l'Europe n'a pas d'identité

ce qui vous a précédés, que *ce que vous en ferez*. Que ce bouillonnement culturel dans lequel vous baignez soit le ferment de l'Europe de demain. Que parmi vous se lèvent des femmes et des hommes qui défendent et propagent leurs valeurs et leurs convictions, avec la même ferveur, le même courage, que ceux qui se sont battus avant nous.

Je suis fier d'être Français et Européen. Et c'est même parce que je suis patriote que je suis un Européen de cœur. Car je sais que l'intérêt de la France passe par l'Europe. L'identité européenne, je la vis tous les jours, au cours des contacts multiples que j'ai sans cesse, avec mes homologues et mes amis européens, de droite comme de gauche d'ailleurs.

L'identité européenne, je la ressens par la vision commune de l'Europe que je partage avec eux, par l'effort de compréhension mutuelle que chacun fait l'un envers l'autre, y compris en apprenant la langue de l'autre (en plus du français et de l'anglais, mes « langues maternelles »), car ma mère était britannique, j'ai appris l'espagnol et l'allemand, efforts qui m'ont permis de lire un discours en allemand pendant la campagne de Stoiber en Allemagne devant 9000 personnes, et d'en faire un en espagnol à un colloque à Madrid, devant José Maria Aznar).

C'est d'ailleurs en enseignant à chaque jeune 2 langues européennes en plus de sa langue maternelle, que l'on forgera son identité européenne, qui lui permettra de mieux comprendre l'autre, de mieux connaître l'Histoire et la culture de son pays.

Je me souviens de Peter Altmaier, Secrétaire d'Etat allemand, venu exprès de Berlin, dire, dans un français parfait : « *Nous avons découvert, Pierre Lequiller et moi-même, que nos grands-pères étaient pendant la Première Guerre mondiale, sur le même champ de bataille, du côté français et du côté allemand. Aujourd'hui, leurs petit-fils travaillent quotidiennement main dans la main... C'est cela l'Europe, ce qui nous unit, c'est notre identité européenne commune* ». Beau témoignage !

8^{ème} mythe : les élections européennes sont une élection secondaire et défouloir

Depuis 1979, le rôle du Parlement européen a bien changé. Désormais, il est devenu une véritable instance législative : il peut amender les textes, et dans de très nombreux domaines, il exerce un pouvoir de codécision, c'est-à-dire que pour qu'une décision soit prise, le Conseil des ministres a besoin de son accord. Pour les élargissements de l'Union à d'autres pays, l'avis favorable du Parlement européen est requis pour toute adhésion.

De plus, il a le pouvoir d'approuver la nomination du Président de la Commission européenne et peut renverser la Commission. Il a le pouvoir aussi d'approuver ou de rejeter la nomination des Commissaires eux-mêmes, ce dont il a fait usage en 2004.

Cet accroissement des pouvoirs du Parlement européen ne s'est pourtant pas accompagné d'une plus large participation des citoyens français aux élections européennes. Au contraire, elle n'a cessé de baisser (en 1979, 60.7% en France - en 1984, 56.7% - en 1989, 48.7% - en 1994, 52.7% - en 1999, 46.8% - en 2004, 42.76%). Les sondages pour 2009 ne sont pas rassurants... pour le moment.

Les Français ont tendance à faire de l'élection européenne une élection intérieure ; une élection dont on ne perçoit pas bien les enjeux, dont certains partis, le reste du temps quasiment absents du débat politique, s'emparent comme d'une tribune, qui sert souvent d'exutoire et de défouloir lors d'un scrutin proportionnel.

Résultat ? Nous avons, juste après l'Italie, la représentation au Parlement européen la plus éclatée des Etats membres. Avec sept groupes différents dans lesquels se répartissent nos députés, notre poids politique s'en trouve considérablement affaibli au sein des instances européennes. Dans le principal groupe au Parlement européen, celui du Parti populaire européen (PPE), la CDU allemande a 49 députés, quand l'UMP française n'en compte que 17 ! Il est vrai que l'Allemagne compte 99 députés quand la France en a 78, en raison de nos populations respectives. Mais cela n'explique pas tout !

En 2009, l'objectif doit être de mobiliser en priorité l'électorat et d'insister précisément sur le fait que les élections européennes ne sont pas secondaires. Par ailleurs, il est important qu'au Parlement européen, le maximum de députés défende une conception de l'Europe politique.

8

**8^{ème} mythe :
les élections
européennes
sont une
élection et un
défouloir**

Pour quelles raisons ces élections européennes mobilisent-elles peu ? D'abord parce que la pédagogie en matière européenne est tout à fait insuffisante entre les élections. Demain, la France aura 72 députés européens pour 62 millions d'habitants. Confier la pédagogie de l'Europe à nos seuls députés européens est illusoire : ce n'est pas dans leur capacité de travail. Ne confondons pas les rôles : un député européen n'est pas un élu local, il n'est pas là pour répondre aux questions sur le marché, ni pour défendre la construction de tel ou tel rond-point ! Cessons l'hypocrisie : pour que l'Europe soit comprise par ses citoyens, notre premier devoir est de les informer honnêtement sur son fonctionnement, quitte à briser quelques tabous. C'est un mal pour un bien !

Cependant, il faut que les candidats s'engagent à ce qu'une fois élus, ils rendent plus souvent compte de leur mandat, notamment par des réunions régulières, et par l'utilisation de moyens plus « modernes » de communication. Internet, par sa réactivité et son instantanéité, est le plus sûr moyen de relier l'Europe à ses citoyens. On a pu le voir lors du référendum de 2005, avant lequel les Français se sont emparés d'Internet pour en faire un espace à part entière de débats et d'échanges - un véritable terrain politique.

La pédagogie de l'Europe doit être l'affaire de tous (députés et sénateurs nationaux, élus locaux), et doit être un travail de tous les jours, pas uniquement réservé aux périodes de campagnes européennes.

9^{ème} mythe : l'Europe politique n'est pas possible

Il est vrai que les difficultés de construction de l'Europe politique, telle que les Français la conçoivent, sont grandes. En clair, deux conceptions s'opposent en Europe, sur l'Europe. Veut-on une Europe économique, telle qu'elle fut imaginée par les Pères fondateurs, qui pariaient sur les fameuses « solidarités de fait » pour parvenir à maintenir la paix entre les Etats membres ? Ou veut-on une Europe qui dépasse son objectif premier, commercial, pour bâtir un ensemble politique, capable de faire entendre - et respecter - sa voix dans le monde ? Ces deux conceptions ne sont pas antagonistes.

La vision d'une Europe purement économique est surtout défendue par les Britanniques, qui ne voient pas de frontières à l'Europe. Ils perçoivent tout l'intérêt économique du marché intérieur, en poussant au maximum l'intégration de nouvelles puissances, à commencer par la Turquie. Leur ambition n'est pas de faire de l'Europe une entité capable de défendre des valeurs propres à l'Union européenne dans le monde.

Une autre conception est néanmoins défendue par la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg, avec le soutien moins permanent d'autres Etats membres. Elle consiste à s'appuyer évidemment sur l'alliance avec les Etats-Unis, mais aussi à construire une Europe qui prend en main son destin dans le monde, une Europe capable de se défendre et de défendre ses options, même quand elles peuvent se différencier de celles de nos alliés américains. Bref, une Europe qui assume son rôle de puissance politique.

De l'absence de réponse à la question fondamentale de l'objectif de la construction européenne découle un handicap sérieux pour aller de l'avant. Pourtant que de chemin parcouru !

Le Marché commun, la création du Conseil européen des chefs d'Etats et de gouvernements, les pouvoirs toujours accrus du Parlement européen, l'avènement de l'euro : que d'étapes décisives vers une construction politique de l'Europe !

Napoléon citait, parmi les caractéristiques d'une nation, sa monnaie. L'Europe fête cette année les dix ans de l'euro. C'est une victoire européenne majeure, sur le plan monétaire bien sûr, mais surtout sur le plan politique ! La monnaie unique a déjà été adoptée par 16 Etats membres, dont 4 qui ont adhéré en 2004 : Chypre, Malte, la Slovaquie et la Slovaquie.

Le traité de Lisbonne, ratifié d'ores et déjà par 25 des 27 Etats membres (il reste la ratification par le Sénat tchèque et par le peuple irlandais avant la fin de l'année), constituera également

9

9^{ème} mythe : l'Europe politique n'est pas possible

une avancée politique décisive : l'élection d'un Président stable de l'Europe, la nomination d'un Haut représentant chargé de la politique étrangère, l'ajout de quarante nouveaux domaines sur lesquels l'Europe se prononcera à la majorité qualifiée, et non à l'unanimité... sont autant d'avancées fondamentales vers une Europe plus politique. Le Parlement européen, mais aussi les parlements nationaux, verront leurs pouvoirs renforcés.

« L'Europe, quel numéro de téléphone ? », demandait Henry Kissinger en 1970. Avec ce Président stable institué par le traité de Lisbonne, ce numéro existera enfin ! Pour l'anecdote, pendant la Convention sur l'avenir de l'Europe, j'avais proposé la fusion entre les postes de président de la Commission et de président du Conseil européen. Cette proposition n'avait pas été retenue, mais elle aurait permis une meilleure visibilité de l'Europe, tant au niveau international qu'aux yeux de ses citoyens. Au moins ai-je réussi à ce qu'un passage du projet de traité excluant que ces deux postes puissent être occupés par une seule personne soit enlevé. Cela laisse la porte ouverte pour plus tard, une fois que l'Europe sera enfin sortie de son imbroglio institutionnel.

Mais le tournant majeur dans les faits s'est situé au deuxième semestre 2008. Il résulte de la vigueur et de la détermination de la présidence française de l'Union, et de l'ampleur des défis auxquels elle a été confrontée, deux facteurs qui ont soudé les Vingt-sept.

En dépit des carences des traités actuels, notamment en matière de politique étrangère et en

matière de politique financière et économique, le président de l'Union, Nicolas Sarkozy, a réuni à plusieurs reprises le Conseil européen, qui rassemble les chefs d'Etat et de gouvernement, pour répondre avec efficacité aux crises successives.

Sur le conflit Géorgie-Russie, l'Europe a pris pour la première fois de son histoire, à l'unanimité, une initiative forte, indépendante des Etats-Unis d'Amérique, afin de mettre fin à une guerre qui frappait à ses portes. Il faut mesurer le chemin parcouru, depuis le déclenchement en 2003 de l'offensive américaine contre l'Irak ! La France avait alors pris une position courageuse, aux côtés de l'Allemagne, de la Belgique et du Luxembourg, mais l'Europe n'avait pas réussi à affirmer une position commune. Par la suite, la plupart des pays européens engagés dans ce conflit ont retiré leurs troupes d'Irak, mais l'incapacité des Européens à s'entendre sur une position commune avait laissé des séquelles durables.

De la même manière, les chefs d'Etat et de gouvernement, des 16 pays membres de l'Eurozone alors, se sont réunis pour la première fois, afin de prendre des mesures concertées contre la crise financière, puis en faveur de la relance économique de l'Europe. A noter que le Premier ministre britannique, dont le pays n'est pas dans la zone euro, participait à cette rencontre. Enfin, ils ont pris l'initiative, approuvée par le Conseil européen, de la convocation du G20, instance nouvelle dont la réunion de Londres du 2 avril a été couronnée de succès avec des mesures concrètes de moralisation et de régulation du capitalisme mondial. Cela prouve que,

9

9^{ème} mythe : L'Europe politique n'est pas possible

quand il y a une volonté à sa tête, et qu'elle sait prendre des décisions concertées, l'Europe politique existe, et peut influencer sur la marche du monde. Les eurosceptiques ou europessimistes en ont pris pour leur grade !

Certes, il ne faut pas que l'élan insufflé retombe. Les difficultés internes de la République tchèque affectent bien entendu la qualité de sa présidence. Elles ne font que mettre plus en valeur encore la nécessité impérieuse de l'entente franco-allemande, qui s'est manifestée pleinement dans les crises successives que nous avons connues, et dans la préparation d'une position européenne commune lors du G20.

Ces derniers mois ont démontré que l'Europe politique était possible, et donné raison à ceux qui pensent qu'elle est nécessaire. D'ailleurs, le rôle joué par le Royaume-Uni tout au long de ces événements prouve également son pragmatisme et sa capacité à entrer dans le jeu européen, lorsque les circonstances et les défis l'exigent.

L'Europe politique ne doit évidemment pas s'arrêter là. Elle a ses valeurs à défendre dans le monde. Par exemple, l'abolition de la peine de mort qui a fait des progrès importants dans les vingt dernières années. Pour entrer dans l'Union, il faut abolir la peine de mort. Une centaine de pays dans le monde l'ont fait, 36 ne la pratiquent plus de facto, mais 62 pays la pratiquent encore, dont les Etats-Unis d'Amérique, la Chine, l'Iran, l'Arabie Saoudite. Il faut poursuivre sans relâche ce combat pour l'abolition de la peine de mort dans le monde : il en va de notre conception de l'humanisme.

L'Europe doit être à la tête du combat pour la préservation de notre planète, contre le réchauffement climatique. Là aussi, elle a obtenu des résultats concrets : l'adoption d'un paquet de directives, dites « Energie-Climat », pendant la présidence française de l'Union européenne, a placé notre continent à la tête de la lutte contre le réchauffement climatique. Cette victoire n'était pas donnée, il a fallu l'arracher de haute lutte et au terme de longs mois de négociations. C'est une arme écologique – et politique – dont seule l'Europe peut se prévaloir. Ne la gaspillons pas ! Le revirement récent des Etats-Unis, suite à l'élection de Barack Obama, fait espérer de futurs succès.

L'Europe doit également promouvoir la démocratie et la paix dans le monde. Moins de la moitié des pays membres de l'ONU peuvent être considérés comme des démocraties ! L'Europe doit défendre aussi les droits de l'homme et le droit des minorités, et montrer l'exemple en la matière, ce qui n'est malheureusement pas le cas partout dans l'Union. Elle doit promouvoir aussi la diversité culturelle pour laquelle l'ancien président français Jacques Chirac a fait adopter une convention à l'Unesco. Elle doit défendre le multilatéralisme et le respect de l'ONU : une réforme de ses statuts est urgente, et doit passer par l'association plus étroite des grands pays émergents et l'Afrique, continent si souvent oublié.

Enfin, l'Europe ne sera politique que si, de l'intérieur, elle parvient à renforcer le sentiment des citoyens qu'elle les protège durablement, et qu'elle favorise la naissance d'une véritable identité européenne. Pour cela, je me bats pour

9

9^{ème} mythe : l'Europe politique n'est pas possible

qu'émerge une vraie politique de préférence communautaire, qui garantisse face à la mondialisation, la préséance des emplois et des productions européennes. Elle doit promouvoir une politique industrielle européenne qui favorise la constitution de grands groupes européens compétitifs : pourquoi ne pas créer un poste de Commissaire dédié ? Elle doit aussi renforcer le programme Erasmus, afin qu'il ne soit pas réservé à certains étudiants privilégiés, qu'il permette de concerner toutes les catégories sociales, et qu'il s'adresse également aux apprentis. Je rêve que chaque étudiant puisse passer six mois de sa scolarité dans un autre pays européen.

Je m'étais interrogé sur les motivations du Parlement et du Gouvernement japonais, lorsqu'ils m'avaient invité à venir à Tokyo parler de l'Europe. En écoutant les questions, j'ai compris : « *comment vous êtes vous réconciliés avec les Allemands, alors que nous ne sommes réconciliés ni avec les Chinois, ni avec les Coréens ?* » Il est vrai que le contraste est saisissant, et que l'Europe sert d'exemple en la matière.

Conclusion

Le temps presse avant les élections. Ce petit ouvrage n'a pas la prétention de donner une image exhaustive de l'Europe. Je n'ai pas voulu non plus livrer la vision complète de l'Europe que j'appelle de mes vœux.

J'ai voulu, face aux dévoiements de la campagne, démonter quelques mythes, détricoter quelques idées reçues qui ressortent en ce début de campagne européenne. Dans quel but ? Je voulais en quelque sorte expurger le débat des fausses questions, des diversions politiciennes, pour le recentrer sur les vrais enjeux de ces élections : la sortie de crise, bien sûr, mais aussi l'immigration, la défense européenne, notre politique commerciale, une agriculture durable, la lutte contre le réchauffement climatique... Les sujets de débat ne manquent pas ! Et ce sont bien ceux-là qui doivent retenir notre attention, alimenter les discussions. Que l'on parle de l'Europe, mais surtout que l'on parle des vrais sujets !

Comme l'a déclaré le Premier ministre, François Fillon, « fédéralisme ou souverainisme, libéralisme ou socialisme, là n'est pas le sujet de cette élection ». Le véritable enjeu de ce scrutin, c'est l'Europe politique, car quand l'Europe veut,

l'Europe peut ! Je ne m'en cache pas, le combat de ma vie, c'est l'Europe politique ! Celle qui se construit pas à pas depuis plus de 50 ans, et qui s'est illustrée notamment pendant la présidence française de l'Union. C'est le projet, une vision ambitieuse et réaliste de l'Europe que je veux voir aboutir.

En ces temps de crise, quand nos repères vacillent, je garde une conviction profonde. Nous, Européens, avons accompli la plus grande aventure humaine jamais imaginée, jamais espérée par des générations de conteurs, d'écrivains, de politiques de tous bords : celle d'un continent uni, en paix, rayonnant sur le monde non par la violence mais par la force du Droit, la force de nos convictions, de nos valeurs. Ces valeurs, elles se nomment liberté, démocratie, espérance. Elles ont traversé les âges, sans qu'aucune guerre n'en vienne à bout. Nous sommes tous les héritiers de cet idéal européen.

De nouvelles puissances émergent. La Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie, sont d'ores et déjà des géants géopolitiques. Et bientôt, l'Afrique du Sud, l'Iran. Face à elles, que peut une Europe recroquevillée sur son complexe d'infériorité, une Europe qui se voit, et que tout le monde va finir par voir comme l'éternelle victime de la mondialisation si elle ne prend pas son destin en main ?

L'Europe peut, et elle doit, devenir la première puissance économique, monétaire et politique du monde. Non pour dominer, mais pour propager nos valeurs dans le monde.

Conclusion

Notre modèle politique européen est un vecteur fantastique pour propager nos valeurs. Cet acquis communautaire - mais où l'Europe va-t-elle chercher d'aussi insondables expressions ? - , c'est pourtant notre bien le plus précieux, garant de sociétés développées et respectueuses des Droits de l'Homme.

Face à la crise économique, face à la crise écologique, face aux nouvelles puissances, la France n'est pas seule. L'Europe est notre meilleure arme dans la mondialisation. Mais le monde de demain n'aura pas le même visage, selon qu'on aura une Europe forte, ou une Europe simple spectatrice de son destin.

La conclusion ? A vous de l'écrire ! Aux citoyens, le 7 juin, de décider quelle Europe ils souhaitent. Je vous invite par votre vote, à choisir, comme le poète Fernando Pessoa, « *une Europe qui parle dans le monde d'une seule et même voix, mais dans toutes ses langues* » !

Paris, le 30 avril 2009

Déjà parus...

Elections européennes :

L'heure des choix

Yves Bertoncini et Thierry Chopin
Mai 2009

L'agriculture européenne à l'heure des choix : pourquoi croire à la PAC ?

Nicolas-Jean BREHON
Octobre 2008

Renouveler la production d'énergie en Europe : un défi environnemental, industriel et politique.

Antoine Pellion
Janvier 2008

Union européenne / Afrique : le partenariat stratégique

Nathalie Delapalme, Elise Colette
Décembre 2007

La stratégie de Lisbonne : une voie européenne dans la mondialisation

Yves Bertoncini, Vanessa Wisnia-Weill,
Septembre 2007

Réflexions d'un ancien conventionnel sur la relance européenne

Hubert Haenel, Février 2007

Europe : comment sortir de l'impasse - un Traité institutionnel pour l'Europe

Pierre Lequiller, Janvier 2007

Le partenariat privilégié, alternative à l'adhésion

Carlo Altomonte, Pierre Defraigne, Lucas Delattre, Sylvie Goulard, Karl-Theodor Freiherr zu Guttenberg, Rudolf Scharping,
Décembre 2006

L'Union européenne un demi-siècle plus tard : état des lieux et scénarios de relance

Michel Foucher, Novembre 2006

Europe / Etats-Unis : valeurs communes ou divorce culturel ?

Bruno Tertrais, Octobre 2006

Chypre : une déchirure pour un peuple, un enjeu pour l'Union européenne,

Kipros Kibriz et Vesna Marinkovic, Septembre 2006

Les parlements nationaux, un appui pour l'Europe

Hubert Haenel, Juin 2006

Vers l'autonomie des capacités militaires de l'Union européenne ?

Edouard Pfimlin, Mai 2006

Les systèmes de retraite en Europe

Alain Roulleau, Avril 2006

L'Europe et la pauvreté : quelles réalités ?

Sarah Bouquerel
Pierre-Alain de Malleray, Mars 2006

Quelles stratégies énergétiques pour l'Europe ?

Christophe-Alexandre Paillard,
Janvier 2006

La politique européenne de coopération au développement

Corinne Balleix, Août 2005

Quels moyens pour l'Europe ? Débat sur le budget de l'Union européenne

Alexandre Muller, Avril 2005

Constitution européenne : deux fois "oui"

Yves Bertoncini, Thierry Chopin, Janvier 2005

L'Union européenne face à l'immigration

Sophie Garcia-Jourdan, Novembre 2004

L'avenir de l'Europe spatiale

Nicolas Werner, Octobre 2004

Laïcité : le modèle français sous influence européenne

Olivier Dord, Septembre 2004

Dérive ou rapprochement ? La prééminence de l'économie transatlantique

Joseph P. Quinlan, Juin 2004

L'Europe, une chance pour la femme

Pascale Joannin, Mai 2004

Créée en 1991, reconnue d'utilité publique, la Fondation Robert Schuman développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu dans les nouvelles démocraties. Elle est devenue une référence en matière d'information européenne, en France, en Europe et à l'étranger.

Centre de recherches français de référence sur l'Europe et ses politiques, la Fondation provoque et stimule le débat européen par la richesse, la qualité et le nombre de ses publications. Son indépendance lui permet de traiter les sujets d'actualité européenne de manière approfondie et objective. Ses études et analyses apportent aux décideurs des arguments et des éléments de réflexion.

Vecteur d'informations permanent, elle met à la disposition des chercheurs et du public toutes les informations utiles à une bonne connaissance des questions communautaires. Son site internet propose des documents électroniques uniques, notamment une lettre hebdomadaire diffusée à plus de 200 000 abonnés, en 5 langues, les Questions d'Europe (policy paper) et un Observatoire des élections. Des brochures d'information pédagogique sont diffusées en grand nombre à l'occasion de chaque grand événement européen.

www.robert-schuman.eu

29, boulevard Raspail – 75007 Paris
Tél. : +33 (0)1 53 63 83 00 – Fax : +33 (0)1 53 63 83 01
info@robert-schuman.eu

Rond Point Schuman 6 – B.1040 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 234 78 26 - Fax : +32 (0)2 234 77 72
bruxelles@robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN
p.joannin@robert-schuman.eu

Achévé d'imprimer en mai 2009